

Envoyé en préfecture le 22/02/2022

Reçu en préfecture le 22/02/2022

Affiché le



ID : 033-200070720-20220217-D1702202217-DE



Rapport d'orientations budgétaires et programmation pluriannuelle des investissements CC 17-02-2022

- **CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER**
- **LES PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA LOI DE FINANCES POUR 2022**
- **EXÉCUTION 2021**
- **LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS**
- **PROSPECTIVE FINANCIÈRE**
- **ANNEXE : L'ÉTAT DU PERSONNEL**

- **CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER**
- LES PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA LOI DE FINANCES POUR 2022
- EXÉCUTION 2021
- LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS
- PROSPECTIVE FINANCIÈRE
- ANNEXE : L'ÉTAT DU PERSONNEL



Le contexte économique

- Après avoir connu une récession d'une ampleur inédite en 2020 (-8,0%), l'économie française a rapidement et fortement rebondi en 2021 : le produit intérieur brut a cru de **6,8 %**.
- Les mesures de soutien mises en œuvre par l'Etat (activité partielle, reports et exonérations de cotisations sociales, PGE, fonds de solidarité etc...) ont permis de préserver l'emploi salarié marchand et la capacité de rebond des entreprises et des secteurs touchés par la crise.
- Cette reprise économique vigoureuse s'est accompagnée, partout dans le monde, d'une augmentation rapide des prix à la consommation. Alimentée par l'envolée des coûts de l'énergie et l'apparition de goulets d'étranglement sur les chaînes d'approvisionnement, l'inflation s'est ainsi établie à un niveau relativement élevé, en France comme partout ailleurs en Europe.

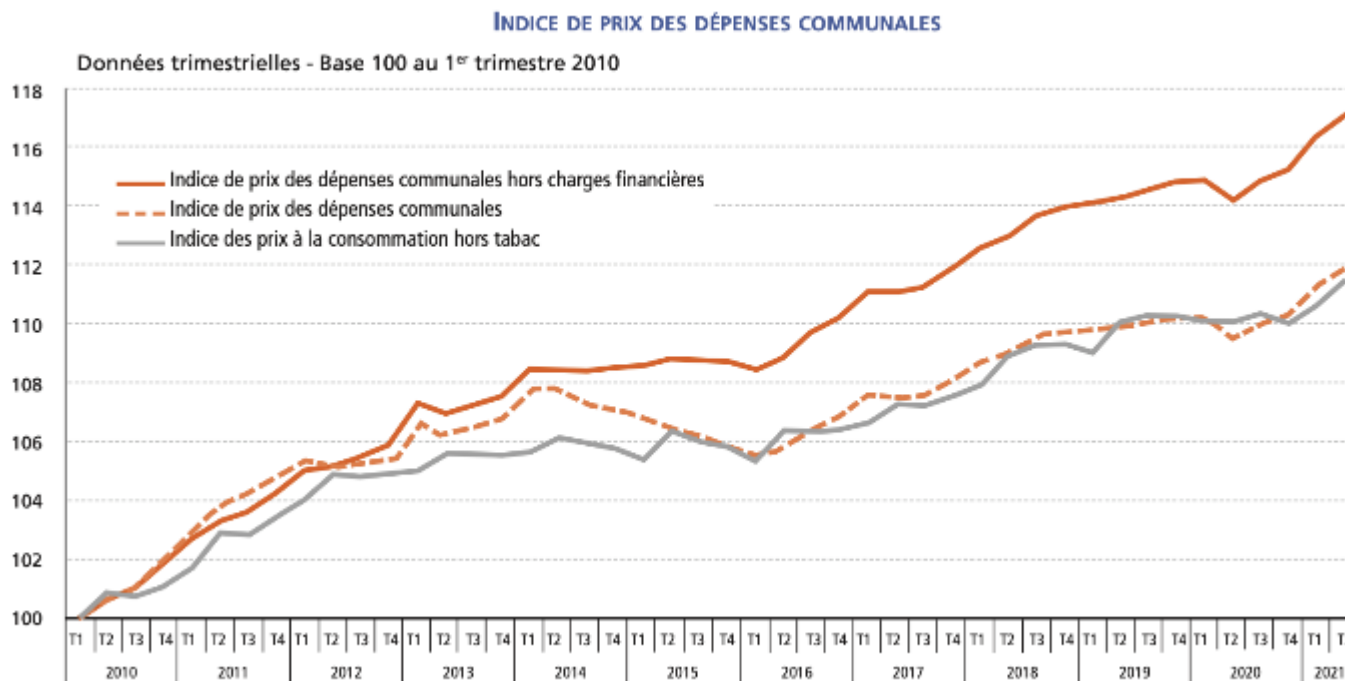
Le scénario macroéconomique associé au projet de loi de finances pour 2022

- Le projet de loi de finances pour 2022 repose sur les hypothèses d'activité et de croissance suivantes :
 - Un taux de croissance annuel estimé à 4 % (dans ses dernières projections le FMI l'estime plutôt à 3,5%) : la dynamique de rattrapage qui a porté l'économie française en 2021 devrait continuer de produire ses effets au premier semestre 2022. Un ralentissement interviendrait ensuite.
 - Un maintien des conditions de financement favorables sur les marchés obligataires.
 - Une légère amélioration de la situation sur le front de l'emploi, grâce notamment à la montée en puissance de l'apprentissage et des contrats d'alternance.
- Malgré tout, de nombreux facteurs d'incertitude demeurent et jettent un doute sur cette trajectoire :
 - Les effets déstabilisateurs du variant Omicron sur l'organisation de la société et le fonctionnement de l'économie restent, à ce stade, difficiles à mesurer.
 - Portée par les tensions persistantes sur les chaînes logistique et l'approvisionnement en énergie, l'inflation devrait se maintenir à un niveau élevé. Comme elle concerne avant tout les produits du quotidien (produits alimentaires, énergie), elle pourrait peser sur le pouvoir d'achat des ménages et la consommation.



Focus : l'impact de l'inflation sur les dépenses des collectivités

- L'indice de prix des dépenses communales mesure l'inflation qui s'applique aux budgets des mairies en prenant en compte les spécificités de la dépense publique communale.
- À la lecture du graphique ci-dessous, il apparaît que les évolutions du « panier du maire » mesurées hors charges financières sont généralement supérieures à l'inflation supportée par les ménages.
- La flambée récente des prix de l'énergie et le renchérissement des consommations intermédiaires devraient donc se traduire par une aggravation à court terme des effets de l'inflation sur les dépenses du bloc communal (en dépit du maintien du gel du point d'indice pour les fonctionnaires).
- Cette dynamique produira inévitablement des tensions sur la section d'exploitation des communes et de leurs groupements en 2022.





Une situation qui témoigne des efforts engagés pour limiter les impacts économiques de la crise sanitaire

- Fin 2021, la dette publique, quasi intégralement portée par l'Etat, représentait entre 113% et 115% du produit intérieur brut, dans un contexte pourtant marqué par la hausse du revenu national.
- Toujours en 2021, la dette des agents non financiers privés (les ménages et les entreprises) représentait elle près de 150% du PIB.
- Au terme de l'année écoulée, le déficit de l'Etat devrait atteindre 7% du PIB.
- La mise en œuvre de politiques contra-cycliques pour agir simultanément sur l'offre et la demande (activité partielle longue durée, soutien à des secteurs encore touchés par le COVID, plan d'investissements etc...) ont logiquement creusé le déficit public.
 - Dès 2022, la réduction des mesures de soutien à l'économie et le rétablissement de la richesse intérieure devraient cependant contribuer à la résorption partielle de ce déséquilibre. Les projections auxquelles est adossé le projet de loi de finances tablent ainsi sur un **déficit public prévisionnel de 4,9% du PIB.**
- Avec la « normalisation » progressive des interventions de l'Etat, la part des dépenses publiques dans le PIB devrait poursuivre en 2022 la lente décrue entamée en 2021 : elles passeraient ainsi de 59,9% à 55,6% du PIB.



L'impact de la crise sur les finances publiques locales

- Globalement, les collectivités locales ont abordé cette crise dans une situation financière plutôt favorable.
- Si cette crise a représenté (et représente encore), pour les finances publiques, un choc d'une nature et d'une ampleur inédites, ses conséquences ont été variables selon le secteur d'administration publique.
- **Pour les collectivités du bloc local, l'incidence de la crise est restée modérée**, en dépit de situations évidemment hétérogènes :
 - Logiquement, les périodes de confinement ont eu des effets négatifs sur de nombreuses recettes tarifaires : transport, stationnement, fonctionnement des équipements etc...
 - Certaines communes se sont également trouvées exposées à l'effondrement de recettes particulières comme la taxe de séjour ou celles tirées de la présence d'un casino. La mise en place d'un « filet de sécurité » a toutefois permis de compenser une partie des pertes subies par les collectivités.
 - La dégradation des recettes fiscales est, elle, restée très limitée en comparaison des autres catégories de collectivités, de celles de l'Etat et surtout de l'ampleur de la contraction du PIB : une part très significative de ces recettes sont en effet peu sensibles aux mouvements de la conjoncture économique. Les assiettes des impôts ménages assurent ainsi la stabilité des recettes du bloc communal : en 2020, les taxes foncières et d'habitation ont notamment cru de 2,1% du fait de la progression des bases (et plus particulièrement de leur revalorisation forfaitaire).
 - La CVAE enregistre logiquement l'impact de la crise sur le tissu économique, mais de manière différée, en raison de ses modalités particulières de calcul et de détermination de la base imposable.
 - Les effets de la crise sanitaire sur les dépenses de fonctionnement sont restés assez limités : les dépenses supplémentaires occasionnées par l'achat de masque et de produits d'hygiène ont été pour partie compensées par les économies de gestion générées par la suspension de certaines actions ou la mise en sommeil de certains services.
- À l'avenir, et face à la dégradation très significative des comptes de l'Etat, un effort pourrait être demandé aux collectivités locales pour résorber une partie de l'endettement public et rétablir la situation des finances publiques.
 - La commission présidée par Jean Arthuis a notamment préconisé dans son rapport une généralisation des dispositifs de contractualisation encadrant l'évolution des dépenses de fonctionnement des collectivités.
 - L'impact de la crise sanitaire sur les comptes publics pourrait donc donner lieu, dans un futur proche, à la mise en place de mesures de correction se traduisant par une mise à contribution des collectivités locales.

- CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER
- **LES PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA LOI DE FINANCES POUR 2022**
- EXÉCUTION 2021
- LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS
- PROSPECTIVE FINANCIÈRE
- ANNEXE : L'ÉTAT DU PERSONNEL



Propos liminaires

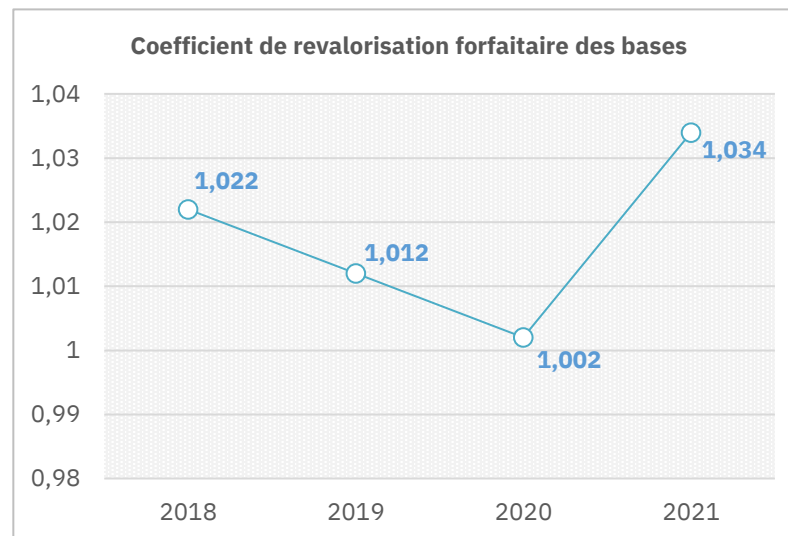
- Dernière loi de finances du quinquennat, ce texte se présente avant tout comme **un texte de transition**.
- Construite sur des hypothèses macro-économiques prudemment optimistes, elle intègre logiquement les effets de traine de la crise sanitaire. Les annonces du gouvernement en matière d'investissement et de relance stratégiques y trouvent également une première traduction.
- La portée des dispositions concernant les collectivités locales reste relativement limitée : le texte ne comporte pas ou peu d'innovation significative.
- Composés de mesures techniques prolongeant notamment la réforme fiscale intervenue au 1^{er} janvier 2021, il intègre également des mesures de soutien à l'investissement local.
- Dans les pages suivantes nous accordons une attention particulière aux éléments de conjoncture ainsi qu'aux dispositions de cette loi et des lois précédentes qui ont / auront une incidence sur la situation et les équilibres budgétaires de la communauté.



Inflation et actualisation des valeurs locatives

- Depuis la loi de finances pour 2018, **la revalorisation forfaitaire des bases de fiscalité est indexée sur l'inflation.**
- Le coefficient de revalorisation correspond au taux d'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé entre novembre N-1 et novembre N-2.
- Entre novembre 2020 et novembre 2021, cet indice a augmenté de **3,4%, sous l'effet, on l'a vu, de l'envolée des coûts de l'énergie et de la désorganisation des chaînes d'approvisionnement.**
- En 2022, le taux de revalorisation forfaitaire des bases des taxes foncières et des bases de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires sera donc de **3,4%.**
- L'effet base (hors évolution physique) sera donc particulièrement dynamique cette année.
- **Pour la CCMA, il contribuera à la hausse du produit de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.**

IPCH	Valeur	Évolution
Novembre 2021	109,09	+ 3,4 %
Novembre 2020	105,50	+0,2%
Novembre 2019	105,27	+ 1,2 %
Novembre 2018	104,00	+2,2 %
Novembre 2017	101,8	

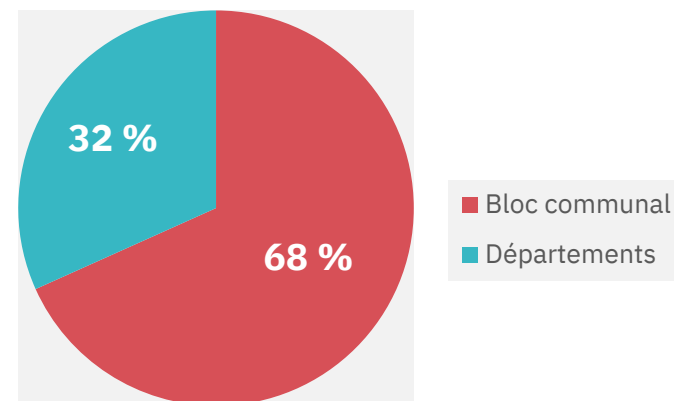




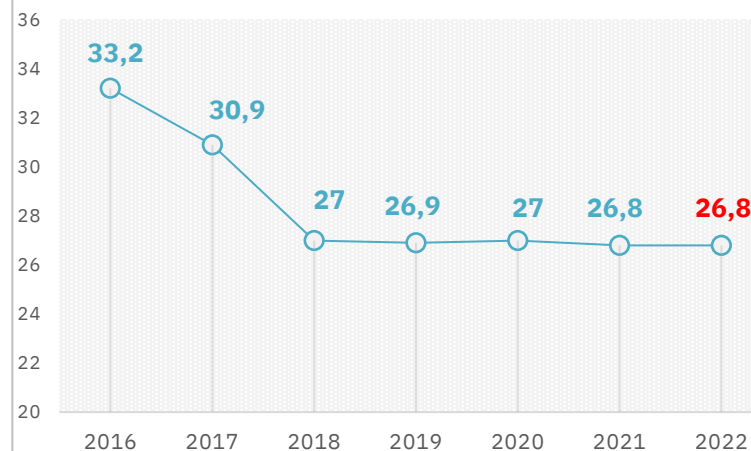
La dotation globale de fonctionnement

- À périmètre constant, la dotation globale de fonctionnement reste stable, avec **18,3 Md d'euros pour le bloc communal** et 8,5 Md d'euros pour les départements.
- Dans un contexte d'inflation plus marquée, cette stabilité induit une perte de pouvoir d'achat relatif pour les collectivités.
- Au sein de cette enveloppe, la péréquation verticale poursuit sa montée en puissance : la Dotation de Solidarité Urbaine et la Dotation de Solidarité Rurale progressent chacune de 95 millions d'euros.
- Cette augmentation est financée par des prélèvements opérés sur la dotation forfaitaire des communes présentant un potentiel fiscal par habitant élevé.
- En application du dispositif de majoration automatique codifié à l'article L. 5211-28 du CGCT, la dotation d'intercommunalité augmente, elle, de 30 M€. En 2022, elle atteint **1 653 M€**.

Répartition de la DGF (en %)



Evolution du montant de la DGF (en Md€)





Le soutien à l'investissement local

- Dans la continuité des efforts engagés en 2021, le soutien à l'investissement local restera élevé en 2022.
- L'enveloppe affectée à la dotation d'équipement des territoires ruraux (qui constitue le premier dispositif de soutien à l'investissement local) est stable.
- Les fonds de la dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements (DSIL), eux, sont majorés de 337 millions d'euros en autorisations d'engagement et de 21 M€ en crédits de paiement.
 - Pour mémoire, cette dotation vise à financer des projets s'inscrivant dans le périmètre des priorités d'investissement définies à l'article L. 2334-42 du CCGT (transition énergétique, développement du numérique, développement d'infrastructures en faveur de la mobilité etc...)
- Les collectivités bénéficieront également, en 2022, d'un DSIL exceptionnelle abondée à hauteur de 276 millions d'euros en crédits de paiement.
- En début d'année et par voie d'instruction, le gouvernement a précisé les priorités d'affectation de ces dotations. Les fonds seront notamment fléchés vers les CRTE (contrats de relance et de transition énergétique) et les plans et programmes portés par le ministère et l'agence nationale de la cohésion des territoires (Action Cœur de Ville, Petites Villes de Demain, Agenda rural, Territoire d'industrie etc...).

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
En Md€	LFI 2021	LFI 2022	Variation	LFI 2021	LFI 2022	Variation
DETR	1 046	1 046	0%	888	902	+ 1,58%
DSIL (hors DSIL exceptionnelle)	570	907	+59,12%	526	547	+3,99%



Focus sur la nouvelle composition du panier fiscal des EPCI

- La suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, effective depuis le 1er janvier, a considérablement modifié la structure des recettes fiscales perçues par les membres du bloc communal.
- En lieu et place de la THRP, les EPCI perçoivent désormais une fraction de la TVA nationale.
- Le calcul de la part de TVA revenant à chaque EPCI repose sur la formule suivant :

$$\text{Fraction TVA}_N = \frac{\text{Produit net TVA}_N}{\text{Montant TH-RP 2020 à compenser / EPCI}} \times \frac{\text{Produit net TVA}_{2021}}{\text{Indice de référence}}$$

- Le rapport entre le montant de THRP à compenser et le produit net de TVA 2021 forme un indice de référence (ou ratio) qui restera **figé dans le temps**.
- La fraction de TVA attribuée à chaque EPCI suivra donc les évolutions de la TVA nationale. En 2022, et compte tenu de l'augmentation très dynamique du produit de la TVA (entre +5,5% et + 6%), ce mécanisme se révèlera particulièrement avantageux pour les établissements publics de coopération intercommunale.



Focus sur la nouvelle composition du panier fiscal des EPCI

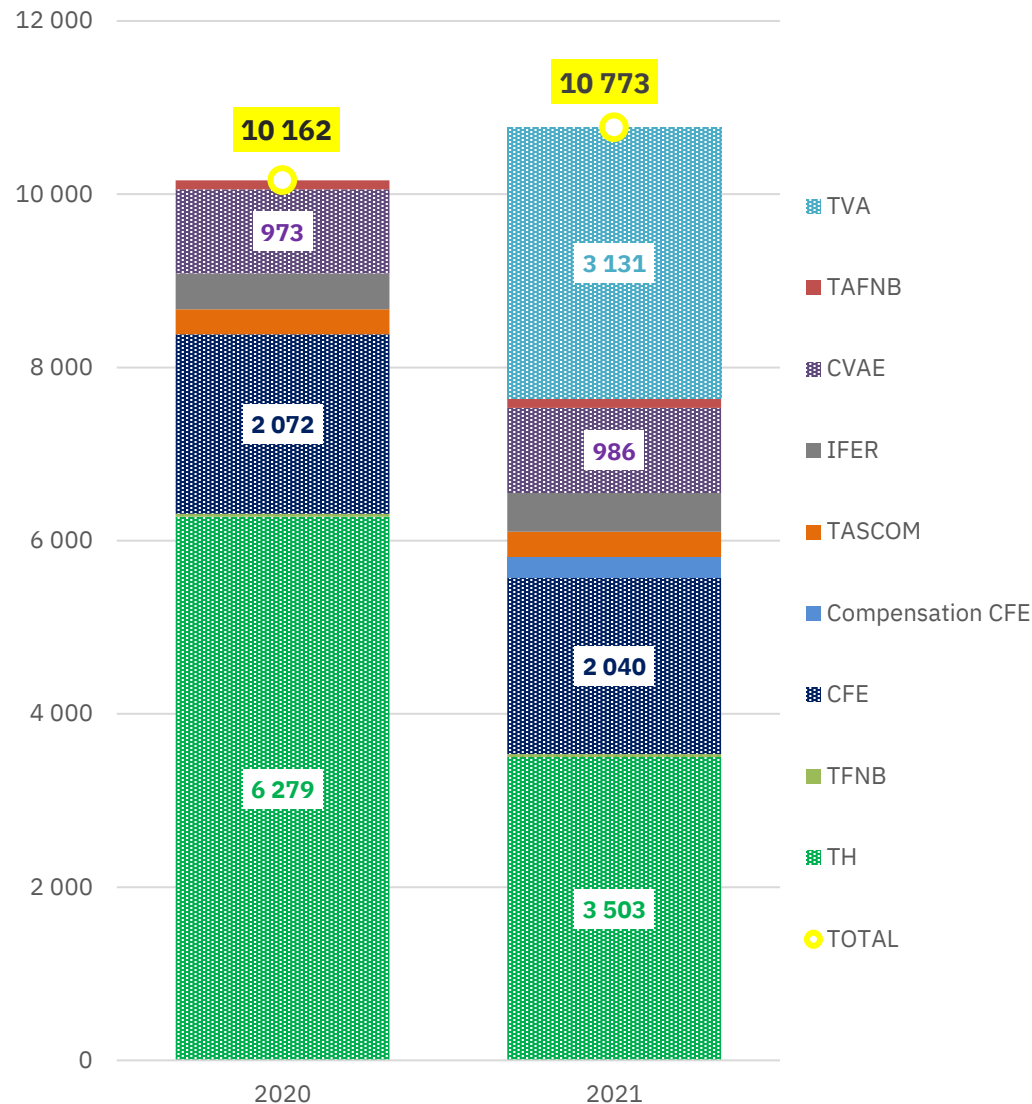
- Les EPCI conservent également **le foncier bâti et la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)**.
 - Suspendu depuis 2020, le pouvoir de taux des communes et de leurs groupements sur la THRS sera rétabli en 2023.
 - En 2022, et comme les communes, ils bénéficieront de la progression dynamique du coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives.
- La loi de finances pour 2021 contenait par ailleurs des mesures de **réduction des impôts de production** :
 - La suppression de la part régionale de la CVAE (-7,27 Mds d'euros d'impôts pour les entreprises), compensée par l'attribution d'une fraction de TVA supplémentaire aux régions ;
 - La réduction de moitié de la CFE et la TFPB pour les établissements industriels :
 - Cette évolution a généré 1,75 Mds d'euros de baisse d'impôts sur la CFE et 1,54 Mds sur la TFPB.
 - En contrepartie, la loi a institué un prélèvement sur les recettes de l'Etat pour compenser la perte de recettes liée à la révision de la méthode de détermination des valeurs locatives des établissements industriels.
 - Cette compensation suit la dynamique des bases, auxquelles sont appliquées les taux en vigueur en 2020.



Le nouveau panier fiscal de la CCMA :

- Suite à la réforme, les recettes pilotables de la communauté, autrement dit les recettes sur lesquelles la CCMA conserve un pouvoir de taux, ne représentent plus que 52 % de son panier fiscal.
- En raison du nombre important de résidences secondaires (qui représentent plus de 60% des logements proposés sur le territoire), la CCMA bénéficie cependant du maintien d'une taxe d'habitation abondante.
- La THRS représente ainsi la première recette de la communauté de communes, avec un produit 2021 estimé à 3,5 M€ d'euros.

Le panier fiscal de la CCMA



- CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER
- LES PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA LOI DE FINANCES POUR 2022
- **EXÉCUTION 2021**
- LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS
- PROSPECTIVE FINANCIÈRE
- ANNEXE : L'ÉTAT DU PERSONNEL



L'exécution 2021 – Budget principal

Envoyé en préfecture le 22/02/2022

Reçu en préfecture le 22/02/2022

Affiché le

Berser
Levisait

ID : 033-200070720-20220217-D1702202217-DE

- La situation financière sur le compte principal demeure tout à fait satisfaisante :
 - La progression dynamique de la masse salariale (+9,4% et + 214 K€€) est pour partie neutralisée par la baisse des charges générales (-7,6% et - 132 K€).
 - Les effets de la hausse des coûts de l'énergie sont limités : ces dépenses ne représentent en effet que 5% des charges générales (011)
 - Le desserrement des contraintes sur les services accueillant du public se traduit par une augmentation des recettes tarifaires: + 230 K€.
- L'épargne de gestion, qui représente la ressource fondamentale de la communauté, est orientée à la hausse : elle progresse de 300 K€ par rapport à l'exercice précédent et s'élève à **3,4 M€**.
- L'épargne disponible après remboursement des intérêts et du capital de la dette (et susceptible d'être affectée au financement des dépenses d'investissement) atteint **2,8 M€**.
- L'effort d'équipement, lui, est en net repli par rapport à l'exercice précédent (1,4M€ contre 4M€ en 2020).
- Le financement propre disponible (qui agrège l'autofinancement net et les recettes d'investissements hors emprunt – FCTVA, subventions d'investissements et produits des cessions) s'élève à **3,7 M€**.
- **Il est largement supérieur au besoin de financement de la section d'investissement. Les excédents dégagés viennent donc conforter le fonds de roulement (+2,1 M€).**
- **Fin 2021, les réserves constituées sur le budget principal atteignent 6,9 M€.**

Fonctionnement

Dépenses

Dépenses de gestion

19 096 K€

Frais financiers
225 K€

Épargne brute
3 151 K€

Recettes

Recettes de fonctionnement

22 490 K€

Investissement

Remboursement dette
576 K€

Dépenses
d'équipement
1 400 K€

Autres DI
156 K€

Abondement du
fonds de roulement
+ 2 126 K€

Épargne brute
3 151 K€

Recettes
d'investissement
1 107 K€



→ Le résultat global 2021 de la CCMA est largement excédentaire : + 6 964 K€ (hors RAR)

Recettes totales de fonctionnement 2021	22 565 K€	A
Dépenses totales de fonctionnement 2021	20 845 K€	B
Résultat de l'exercice 2021	1 719 K€	C = A - B
Excédents de fonctionnement 2020	4 866 K€	D
Résultat de fonctionnement 2021	6 586 K€	E = C + D
Recettes totales d'investissement 2021	4 363 K€	F
Dépenses totales d'investissement 2021	2 206 K€	G
Résultat de l'exercice 2021	2 156 K€	H = F - G
Résultat d'investissement 2020	- 1 779 K€	I
Résultat d'investissement 2021	378 K€	J = H + I
Résultat d'investissement 2021 + RAR	- 938 K€	K
Résultat global	6 964 K€	L = E + J
Résultat global + RAR	5 648 K€	M = E + K



- Le déclin apparent de l'épargne brute 2021 résulte d'une diminution du résultat exceptionnel. Pour mémoire, l'exercice 2020 a notamment été marqué par l'inscription d'une recette exceptionnelle de 830 000 euros au compte 78.
- L'épargne de gestion, elle, progresse, portée par une augmentation plutôt dynamique des produits de la fiscalité.
- Sous l'effet d'une diminution de l'encours de dette, le ratio de désendettement, déjà excellent, s'améliore encore (1,4 ans).
- Fin 2021, la CCMA bénéficie de réserves importantes sur son budget principal. Elles pourront être mobilisées pour financer l'effort d'équipement.

	Budget principal 2020 En milliers d'€	Budget principal 2021 En milliers d'€
Attributions de compensation	2 088	2 088
Recettes réelles Fonctionnement	21 575	22 490
Dépenses réelles Fonctionnement	17 911	19 325
Dépenses équipement (y/c subventions d'équipements)	4 082	1 494
Encours de dette au 31/12	5 619	5 043
Excédent brut de fonctionnement	3 055	3 361
Épargne brute	3 645	3 151
Epargne nette	2 849	2 574
Taux d'autofinancement brut	16,9%	14 %
Capacité de désendettement	1,5 ans	1,6 ans
Fonds de roulement au 31/12	4 809	6 964
Fonds de roulement (en jours de dépense)	98 jours	131 jours



- La communauté de communes détient 6 budgets annexes : le BA GEMAPI et les budgets annexes retraçant les activités sur les zones d'activités économiques du territoire.
- Les BA ZAE se caractérisent par des périmètres et des enveloppes très limitées.
- Entre 2020 et 2021, la surface financière du BA GEMAPI s'est élargie, sous l'effet 1) de l'augmentation du produit de la taxe GEMAPI, 2) du versement d'une subvention de 806 K€ par le budget principal.
- Seul le BA GEMAPI est susceptible d'exercer une influence sur les équilibres financiers globaux de la CCMA : en 2021, l'épargne dégagée sur son cycle de gestion (843 K€) vient conforter le financement disponible pour porter l'effort d'équipement.

	Budget consolidé 2020 En milliers d'€	Budget consolidé 2021 En milliers d'€
Recettes réelles Fonctionnement	22 414	24 190
Dépenses réelles Fonctionnement	18 779	20 185
Dépenses équipement (y/c subventions d'équipements)	5 355	2 942
Encours de dette au 31/12	5 819	5 193
Excédent brut de fonctionnement	3 031	4 204
Épargne brute	3 616	3 990
Epargne nette	2 601	2 356
Taux d'autofinancement brut	16,1%	16,5%
Capacité de désendettement	1,6 ans	1,3 ans
Fonds de roulement au 31/12	4 962	7 625



L'exécution 2021 – détail de la section de fonctionnement (Budget principal)

Envoyé en préfecture le 22/02/2022

Reçu en préfecture le 22/02/2022

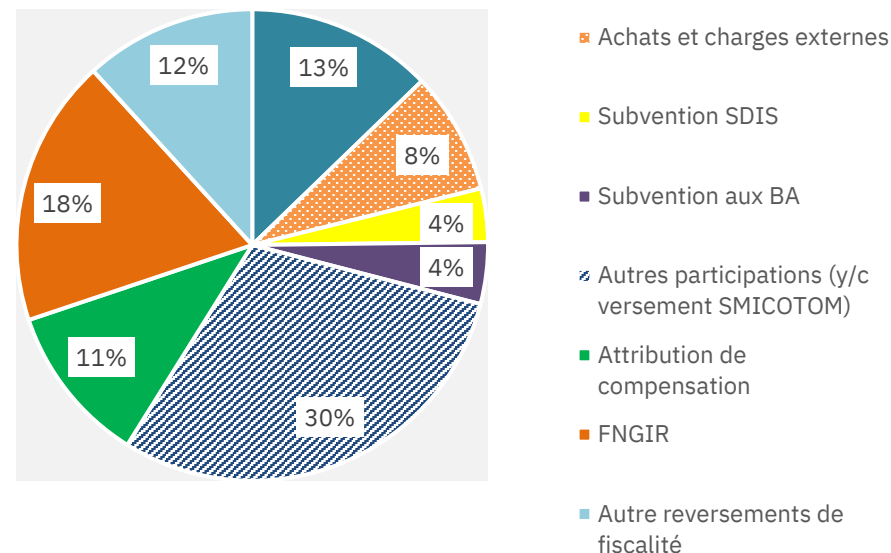
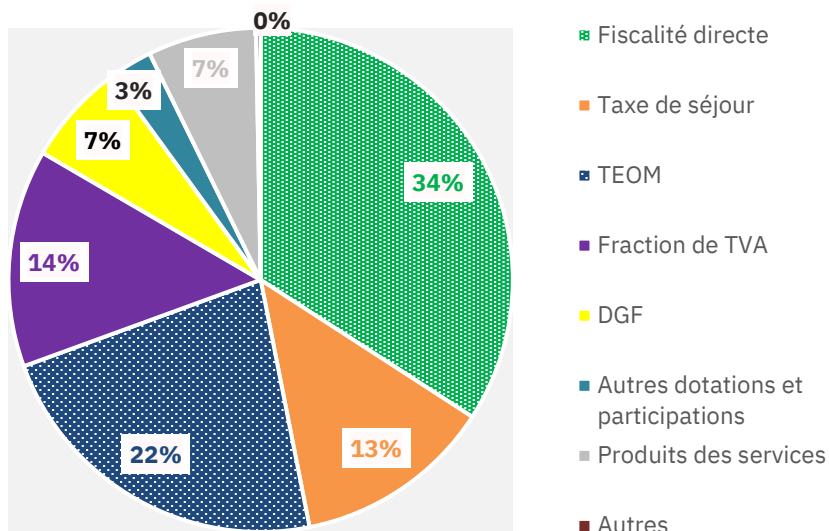
Affiché le

Berser
Levraut

ID : 033-200070720-20220217-D1702202217-DE

Les recettes de fonctionnement (hors produits exceptionnels)

- La fiscalité directe (THRS + fiscalité économique) représente 34% des recettes réelles de fonctionnement de la CCMA.
- Augmentée de la fiscalité indirecte (TEOM, Taxe de séjour) et de la fraction de TVA attribuée en lieu et place de la THRP, la fiscalité représente 83% des RRF de la CCMA.
- La DGF, globalement orientée à la baisse, et le produits des services, qui progressent en 2021, représentent chacun 7 % des RRF.



Les dépenses de gestion

- Les charges de personnel ne représentent que 13 % des dépenses de gestion de la CCMA.
- Le budget de la CCMA est largement constitué de reversements de fiscalité et de contributions à des organismes externes (SDIS, SMICOTOM etc...).
- Ces dépenses, qui présentent pour la plupart un caractère obligatoire, représentent 79 % des charges de gestion de la communauté.



L'exécution 2021 – détail de la section de fonctionnement (Budget principal)

Envoyé en préfecture le 22/02/2022

Reçu en préfecture le 22/02/2022

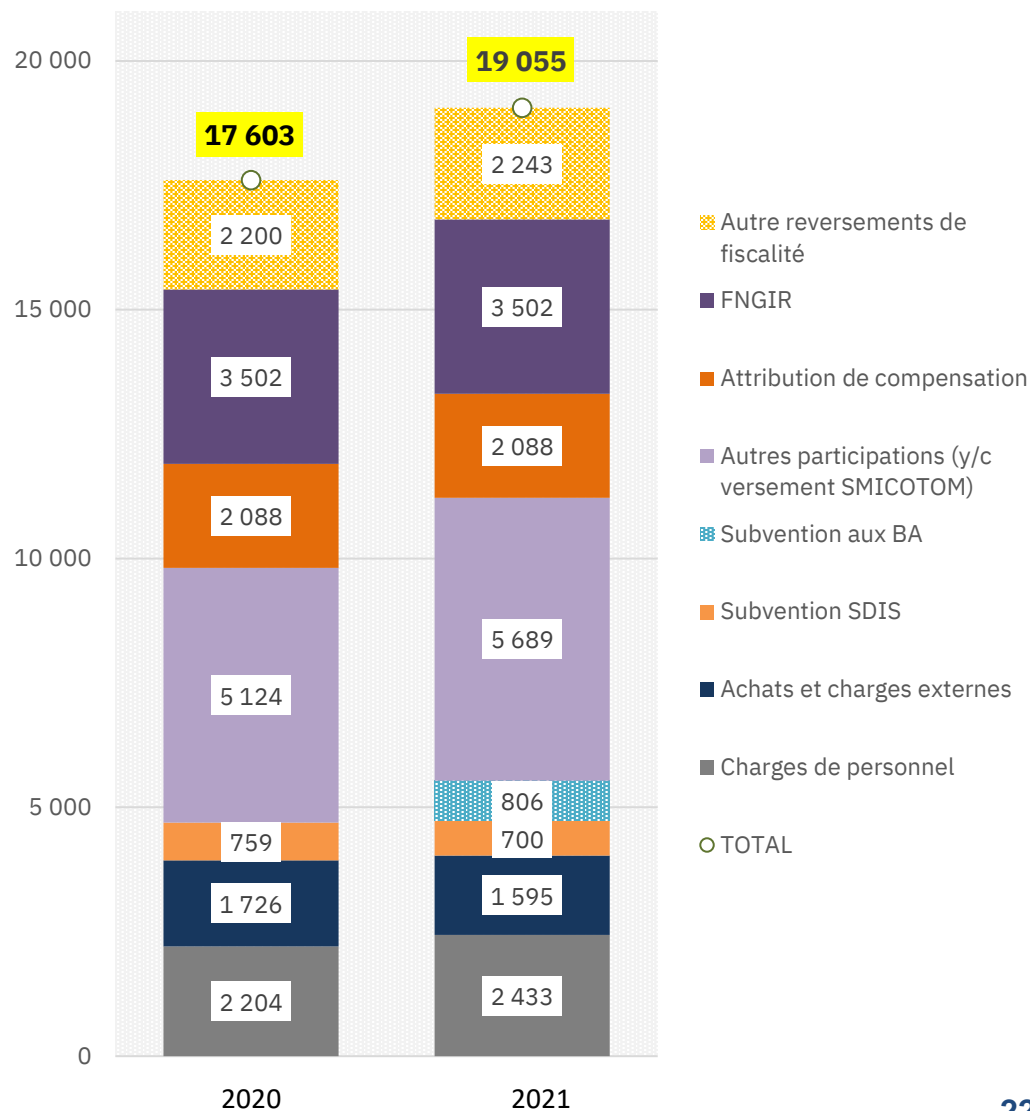
Affiché le

Berser
Levraut

ID : 033-200070720-20220217-D1702202217-DE

- Les dépenses de gestion de la CCMA augmentent de manière assez dynamique : + 8,2 %
- Cette hausse est imputable :
 - À la mise en place d'une contribution au budget annexe GEMAPI d'un montant de 806 K€
 - À la progression de certaines contributions versées aux organismes externes
 - À l'augmentation de la masse salariale : + 10%
- Fait plutôt étonnant dans un contexte de forte inflation, les achats et les charges externes de la CCMA sont en baisse : -130 K. Cette diminution provient notamment de la réduction des achats de fournitures de petit équipement.
- Les autres postes de dépenses de la communauté sont globalement stables.

Évolution des dépenses de gestion





L'exécution 2021 – détail de la section de fonctionnement (Budget principal)

Envoyé en préfecture le 22/02/2022

Reçu en préfecture le 22/02/2022

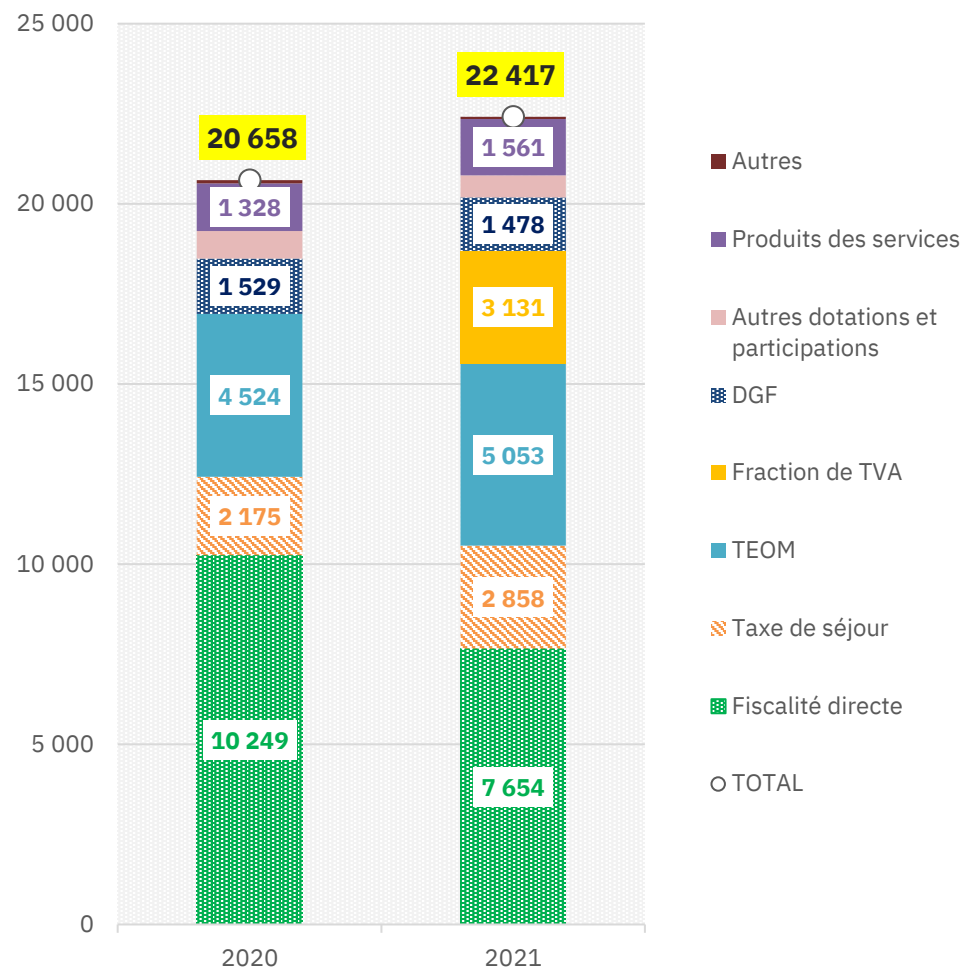
Affiché le

Berser
Levraut

ID : 033-200070720-20220217-D1702202217-DE

- Les recettes de fonctionnement de la CCMA connaissent, elles aussi, une hausse soutenue et s'élèvent à **22,4 M€**.
- Cette évolution très favorable résulte notamment :
 - De l'augmentation des produits de la fiscalité indirecte : la TEOM et la taxe de séjour progressent respectivement de 530 K€ et de 680 K€.
 - De la progression des produits des services, après un exercice 2020 où les mesures de restriction ont logiquement pesé sur certaines recettes tarifaires.
- La CVAE et les IFER sont également en hausse. Les modalités de calcul de la CVAE font que les effets de la crise sanitaire et de ses conséquences sur le tissu économique ne seront visibles qu'à partir de 2022.
- La dotation globale de fonctionnement subit, elle, une légère érosion : la dotation d'intercommunalité (-5%) et la dotation de compensation (-2%) sont toutes les deux orientées à la baisse.

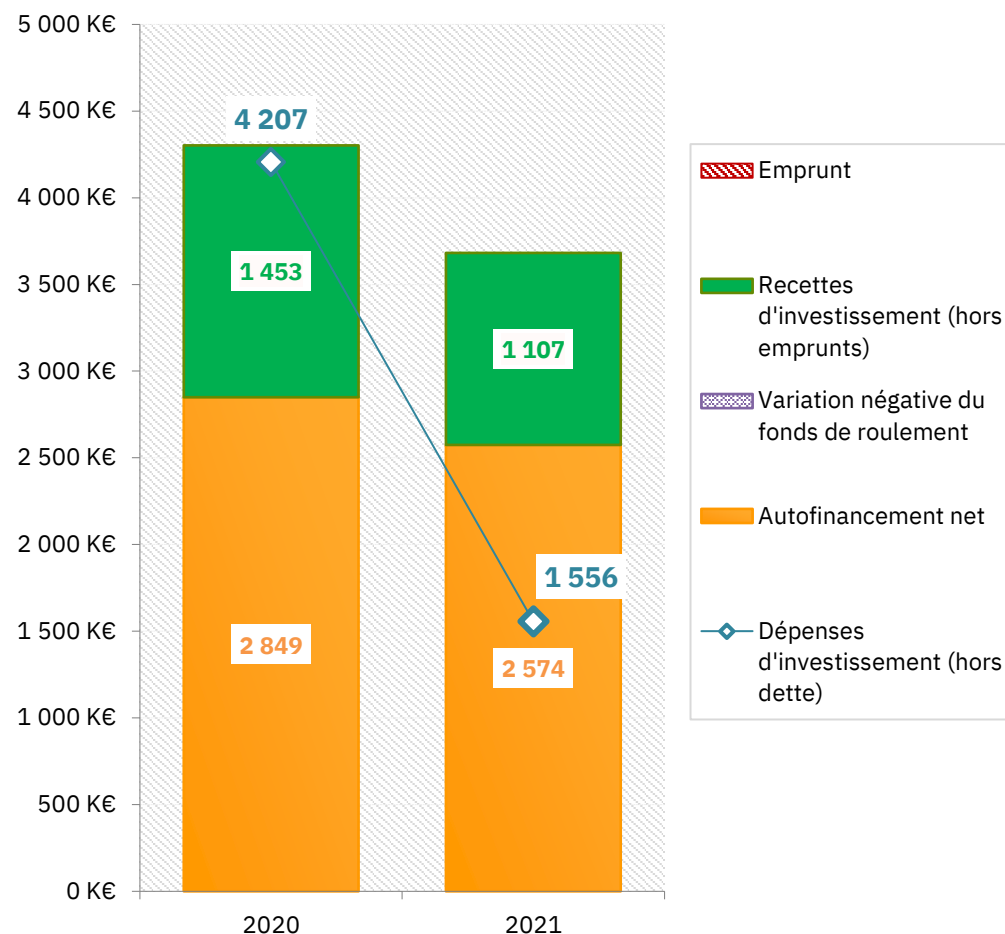
Évolution des recettes de fonctionnement





- **Les dépenses d'investissement s'établissent à 1,556 M€ en 2021, soit une baisse de 63 % par rapport à 2020.**
- **Ces dépenses sont composées à près de 90% de dépenses d'équipement. Les subventions ne représentent que 6% des dépenses d'investissement.**
- Si l'on tient compte des dépenses réalisées sur les budgets annexes (et plus particulièrement sur le BA GEMAPI) l'effort d'équipement de la communauté atteint 2,9M€.
- **Comme en 2020, le financement de ces dépenses ne nécessite pas de recourir à l'emprunt en 2020 et 2021**, bien que les ressources propres (recettes définitives et autofinancement) soient légèrement en baisse.
- Les excédents dégagés sur la section d'investissement permettent à la CCMA d'abonder son fonds de roulement, qui atteint 6,9 M€ fin 2021.

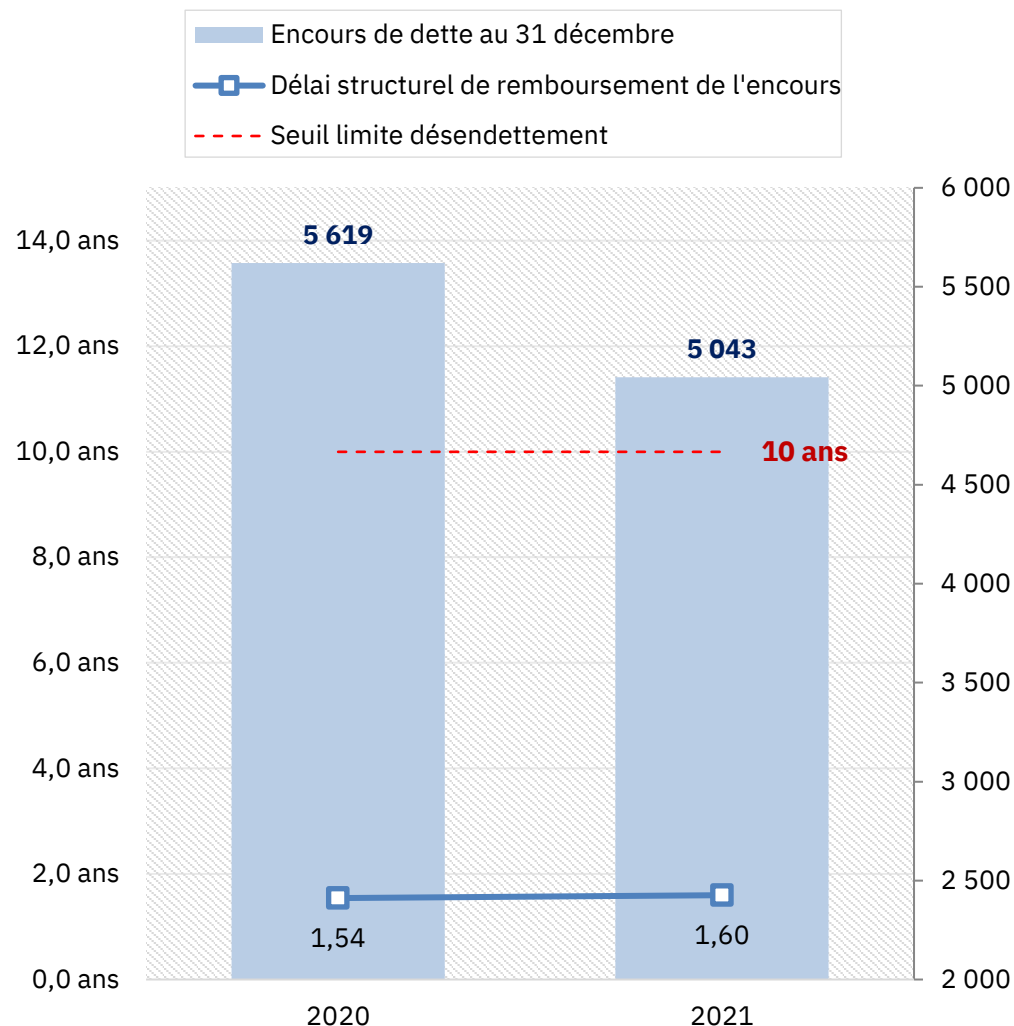
Financement des investissements (BP)





- La CCMA ne réalise pas de nouvel emprunt en 2021 : son encours de dette diminue ainsi de 550 K€.
- La dette par habitant s'élève à **192 €/hab (population INSEE)**
- Le maintien d'une épargne brute abondante lui permet d'afficher une capacité de désendettement inférieure à 2 ans.
 - Pour mémoire ce ratio exprime le nombre d'années théoriques qu'il faudrait pour que la communauté rembourse l'intégralité de sa dette si elle y consacrait la totalité de son autofinancement disponible
- Les indicateurs d'endettement, mesurés à l'échelle de l'ensemble des budgets de la communauté, restent excellents.
- Seul le budget annexe de la ZAE « les Bruyères » porte une dette dont l'encours s'élève à 150 K€ fin 2021.

Capacité de désendettement



- CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER
- LES PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA LOI DE FINANCES POUR 2022
- EXÉCUTION 2021
- **LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS**
- PROSPECTIVE FINANCIÈRE
- ANNEXE : L'ÉTAT DU PERSONNEL



- Pour la période 2022-2026, la direction générale de la CCMA a conduit un recensement de tous les projets d'investissement programmés sur le budget principal et les budgets annexes.
- Ce document intègre de nombreuses opérations structurantes, qu'il s'agisse de projets nouveaux ou de travaux visant à assurer le renouvellement et et l'entretien / maintenance d'ouvrages et d'équipements existants.
- Toutes ces interventions s'inscrivent dans un cadre stratégique dont les grandes orientations ont été définies par les élus.
- Il prévoit une dépense totale de **50,1 M€ TTC** jusqu'à la fin du mandat. Ces dépenses se répartissent comme suit entre les différents budgets de la communauté.

	Budget principal	BA GEMAPI	BA ZAE	Total
Dépenses (en K€)	25 992 K€	23 443 K€	720 K€	50 155 K€
en %	52 %	46%	2 %	100 %

- Plusieurs priorités thématiques émergent du document préparé par les services de la CCMA :
 - La **lutte contre l'érosion du trait de côte, contre l'inondation estuarienne** et la mise en sûreté des populations ;
 - L'**aménagement durable de l'espace et la protection de l'environnement** ;
 - Les services à la population, sans préjudice des actions de proximité portées par les communes.



- À partir des éléments transmis par les services, nous avons réparti les investissements programmés par politique publique et par compétence.

POLITIQUES PUBLIQUES	En K€	En %
Aménagement et développement	8 129	16,2%
GEMAPI	23 443	46,7%
Protection et mise en valeur de l'environnement	5 465	10,9%
Aménagement, promotion, amélioration des services et des conditions d'accueil des ports	160	0,3%
Entretien des plans plages océaniques communaux	4 968	9,9%
Entretien de la voirie d'intérêt communautaire	4 200	8,4%
Développement économique	1 885	3,8%
Acquisitions diverses	270	0,5%
Tourisme	200	0,4%
Action sociale d'intérêt communautaire	250	0,5%
Subventions d'équipement	885	1,8%
Autres	300	0,6%
TOTAL	50 155	100%

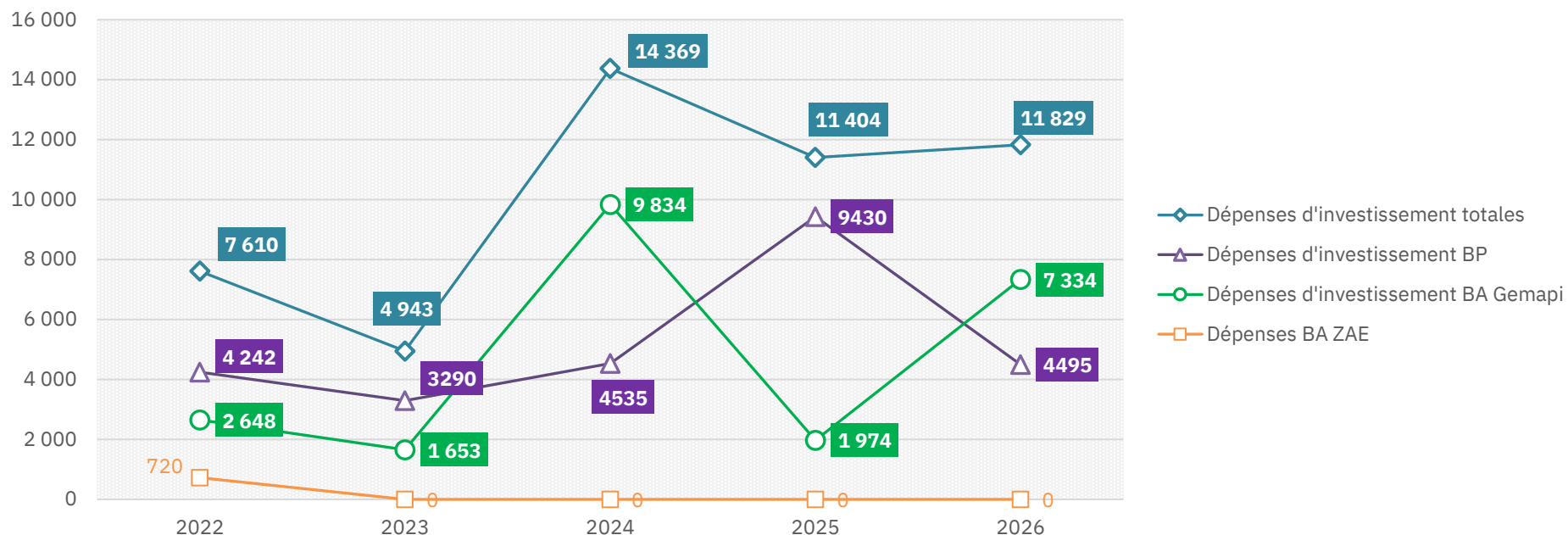


→ **L'effort d'équipement est beaucoup plus soutenu en fin de période :**

- Cette montée en charge résulte du lancement de travaux de grande ampleur pour lutter contre l'érosion et prévenir les inondations, réaménager les plages et les stations du territoire.
- Elle constituera un véritable défi technique pour les services chargés de piloter et d'assurer la synchronisation de ces opérations.

→ Cette répartition est conforme aux tendances constatées à l'échelle nationale, avec des dépenses d'équipements largement déterminées par le cycle électoral.

Évolution des dépenses d'investissement (hors dette), en K€





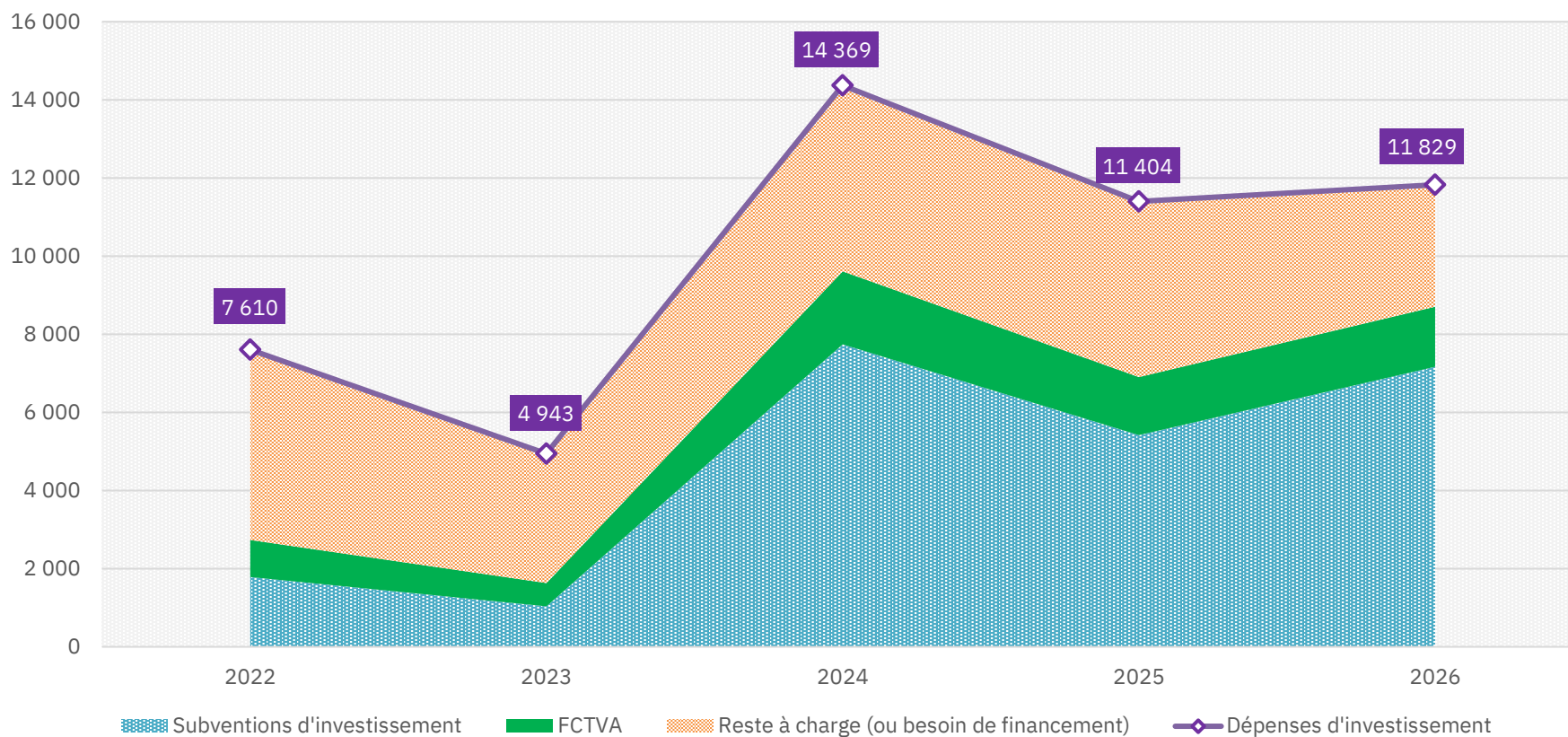
- Le document préparé par les services de la CCMA intègre également un volet « recettes » : pour chaque opération, la CCMA a défini un taux de subventionnement cible, en cohérence avec les engagements pris par ses partenaires (la région, le département et l'Etat, notamment par le biais du CRTE)
- La financement de la stratégie d'investissement de la CCMA repose ainsi à **46%** sur des subventions. Il s'agit d'un niveau très élevé mais cohérent au regard de la nature des principales opérations portées par la CCMA.
- Majorées du FCTVA, perçu en année N et dont on estime que 80% des dépenses d'équipement (hors subventions versées) engagées par la CCMA lui seront éligibles, les recettes définitives d'investissement couvriraient 59% des dépenses d'équipement figurant dans la PPI.

	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
Dépenses d'investissement totales (en K€)	7 610	4 943	14 369	11 404	11 829	50 155
<i>Dont subventions d'équipement</i>	<i>359</i>	<i>445</i>	<i>125</i>	<i>95</i>	<i>95</i>	<i>1 119</i>
Subventions d'investissement (en K€)	1 784	1 038	7 742	5 422	7 169	23 155
FCTVA (en K€)	952	590	1 869	1 484	1 540	6 435
Coût net pour la CCMA	4 874	3 315	4 758	4 498	3 120	20 565



- Le volume de subventions fléchées sur certaines opérations permet de lisser le reste à charge de la communauté, qui reste globalement stable, en dépit d'une augmentation marquée de l'effort d'équipement en fin de période.

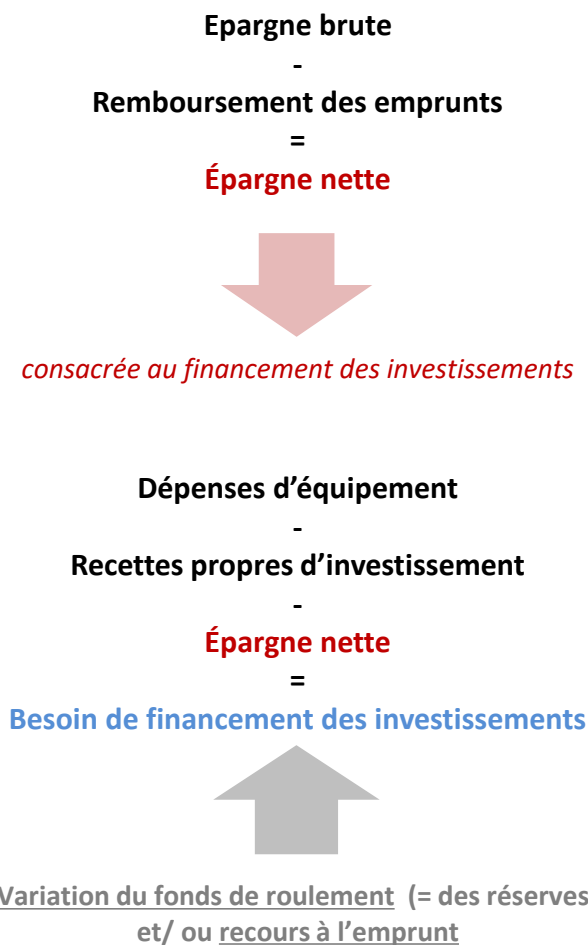
Le financement de l'investissement (en K€)



- CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER
- LES PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA LOI DE FINANCES POUR 2022
- EXÉCUTION 2021
- LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS
- **PROSPECTIVE FINANCIÈRE**
- ANNEXE : L'ÉTAT DU PERSONNEL



- L'analyse prospective vise à évaluer l'évolution des marges de manœuvre de la communauté de communes ainsi que les incidences de la mise en œuvre de la PPI sur ses équilibres budgétaires et financiers
- Elle porte sur le budget principal et le budget annexe GEMAPI de la CCMA.



Les objectifs de gestion

- épargne nette > 1000 K€
- Fonds de roulement > 500 K€ (
- Capacité de désendettement < 10 ans.



→ Les hypothèses sur les dépenses de fonctionnement

- Les dépenses à caractère général (011) sont affectées d'un coefficient d'évolution de 2,5% en 2022 pour intégrer les effets de l'inflation sur certains postes de dépenses de la collectivité, puis 1,5 % par an à partir de 2023. Ce taux d'évolution, qui implique une bonne maîtrise des charges courantes, est conforme aux tendances constatées sur le mandat précédent.
- Les charges de personnel s'établissent fin 2021 à 2 473 K€. En 2022, et sous l'effet 1) des différents recrutements projetés par la CCMA, 2) des mesures de revalorisation des bas salaires de la fonction publique (augmentation du minimum de traitement + protocole PPCR), elles sont estimées à 2 706 K€. À partir de 2023, elles évoluent de **+ 1,5% par an (ce qui correspond peu ou prou aux effets du glissement vieillesse technicité)**
- Les autres charges de gestion courante :
 - La subvention versée au budget GEMAPI est fixée à 900 K€ à partir de 2022.
 - La contribution SDIS est fixée à 700 K€ en 2022. Elle reste stable tout au long de la période.
 - Les autres participations et subventions (y/c la contribution versée au SMICOTOM) augmentent légèrement chaque année : + 1 %
- Les reversements de fiscalité évoluent comme suit :
 - Le montant de la fiscalité économique reversée aux communes (attribution de compensation) reste stable : 2 088 K€.
 - Le versement opéré au profit de l'office de tourisme augmente de 2% / par an, en phase avec l'augmentation du produit de la taxe de séjour.
 - Le FNGIR lui est fixé à 3,5 M€.



- Les hypothèses conservatoires retenues dans la construction de ce scénario prospectif de base assurent une évolution très maîtrisée des dépenses de fonctionnement entre 2021 et 2026.
- Dans ce scénario, les charges courantes ne progressent que de 0,9 % par an, portées en 2022 par la hausse des charges générales, à partir de 2023 par la hausse des charges de personnel. Elles s'élèvent à 19,7M€ en 2026.
- NB : dans le tableau, les charges de personnel sont retraitées des remboursement de frais de personnel (013).

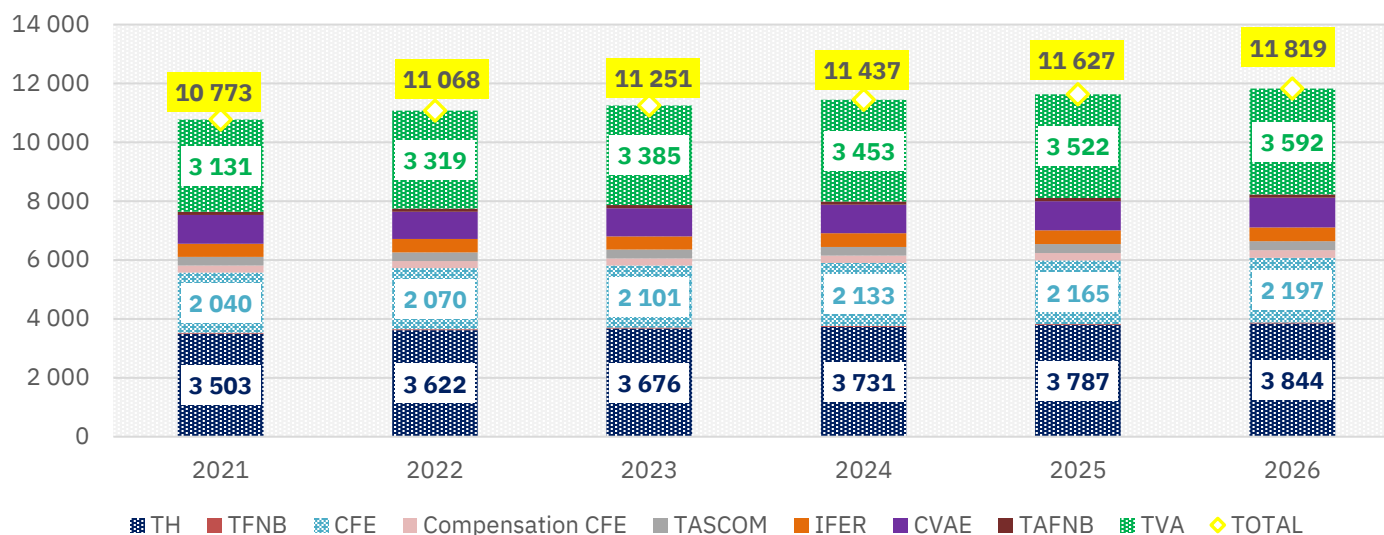
En milliers d'€	2021	2022	2023	2024	2025	2026	evol 2021-2026
Charges de personnel	2 433	2 652	2 692	2 732	2 773	2 815	3%
Achats et charges externes	1 595	1 634	1 659	1 684	1 709	1 735	1,7%
Contingents et participations obl.	7 195	7 341	7 393	7 446	7 500	7 554	1%
<i>dont contingent SDIS</i>	700	700	700	700	700	700	0%
<i>dont subventions BA GEMAPI</i>	806	900	900	900	900	900	2,2%
<i>dont autres contingents et participations</i>	5 689	5 741	5 793	5 846	5 900	5 954	1%
Atténuations de produits	7 834	7 879	7 924	7 971	8 019	8 067	0,6%
<i>Attribution de compensation</i>	2 088	2 088	2 088	2 088	2 088	2 088	0,0%
<i>FNGIR</i>	3 502	3 502	3 502	3 502	3 502	3 502	0,0%
<i>Autres reversements de fiscalité</i>	2 243	2 288	2 334	2 380	2 428	2 477	2,0%
Total des charges courantes	19 055	19 506	19 669	19 834	20 001	20 171	1,1%
Charges financières	225	217	197	176	154	132	-10,1%
Charges exceptionnelles	3	0	0	0	0	0	-0%
Total des dépenses de fonct.	19 284	19 724	19 866	20 009	20 155	20 303	1 %



► Les hypothèses sur les recettes de fonctionnement - la fiscalité

- Les recettes de la fiscalité directe intègrent les impacts de la suppression de la TH sur les résidences principales qui est devenue effective en 2021 ainsi que les impacts des mesures prises sur les impôts de production (abattement des bases).
- Les bases sont affectées des taux d'évolution annuel présentés dans le tableau ci-dessous.
- Portée par le retour de l'inflation, la revalorisation forfaitaire des bases fiscales en 2022 sera particulièrement favorable (+3,4%).
- À partir de 2023, le taux d'évolution des bases est fixé à 1,5% (1% de revalorisation forfaitaire + 0,5% d'évolution physique).
- La fraction de TVA nationale attribuée à la CCMA progresse de manière très importante en 2022 (+6%), en phase avec l'évolution attendue du produit de TVA, puis de 2% chaque année à partir de 2023.
- La CVAE enregistre en 2022 les effets de la crise sanitaire sur le tissu économique (-5%), puis progresse ensuite de 2% par an.

Le panier de recettes fiscales de la CCMA (fiscalité indirecte)



Taux annuel d'évolution des bases	2022	Après 2022
THRS	+3,4%	+1,5 %
CFE	+1,5%	+1,5%
TFNB	+3,4%	+1,5 %



► Les hypothèses sur les recettes de fonctionnement

- Les produits des services augmentent de 0,5 % par an. En 2021, ils s'élèvent à 2 722 K€.
- La DGF est orientée à la baisse.
- La TEOM augmente de 1% par an, et le produit de la taxe de séjour de 2% par an.
- Globalement les recettes de fonctionnement progressent à un **rythme légèrement plus soutenu que les dépenses de fonctionnement.**
Cette dynamique permet de consolider l'excédent brut de fonctionnement de la CCMA.

En milliers d'€	2021	2022	2023	2024	2025	2026	evol 2021-2026
Fiscalité directe	7 654	7 507	7 620	7 735	7 852	7 970	0,8%
Fiscalité indirecte	11 042	11 337	11 513	11 692	11 873	12 058	1,8%
dont TEOM	5 053	5 104	5 155	5 206	5 258	5 311	1,0%
dont taxe de séjour	2 858	2 915	2 973	3 032	3 093	3 155	2,0%
dont fraction de TVA	3 131	3 319	3 385	3 453	3 522	3 592	2,8%
DGF	1 478	1 420	1 365	1 312	1 262	1 214	-3,9%
Autres dotations et participations	616	590	593	596	625	603	-0,4%
dont compensations fiscales	239	243	247	250	254	258	1,5%
dont autres dotations d'Etat	117	92	91	91	115	90	-5,2%
dont participations et autres subventions	259	255	255	255	255	255	-0,3%
Produits des services	1 561	1 569	1 577	1 585	1 593	1 601	0,5%
Autres produits courants	0	0	0	0	0	0	-
Attribution de compensation	66	66	66	66	66	66	-
Total des recettes courantes	22 417	22 489	22 734	22 986	23 270	23 511	1,0%
Produits exceptionnels	18	18	18	18	18	18	-
Produit financiers	0	0	0	0	0	0	-
Total des recettes de fonct	22 435	22 507	22 752	23 004	23 288	23 530	1,0%



► Les hypothèses en investissement

- Les dépenses d'équipement « injectées » dans le modèle sont celles figurant dans la programmation pluriannuelle des investissements préparée par les services de la CCMA

En K€	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
Dépenses d'équipement	4 117	2 845	4 410	9 335	4 400	25 107
Subventions d'équipement versées	125	445	125	95	95	885
TOTAL	4 242	3 290	4 535	9 430	4 495	25 992

- Les recettes propres d'investissement

- Il est considéré que 80 % des dépenses d'équipement sont éligibles au FCTVA, au taux de 16,404%.
- Les subventions intégrées dans le modèle sont celles visées par les services.

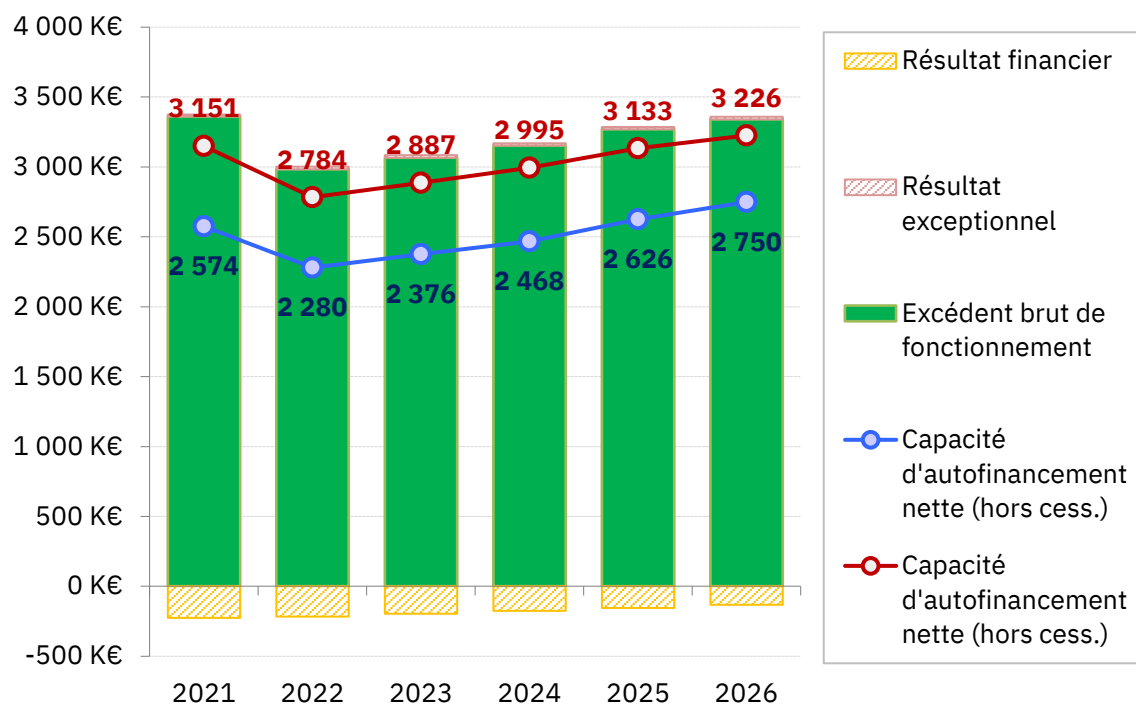
En K€	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
Subventions d'investissement perçues	579	298	1 345	4 343	1 650	8 215

- À ce stade, il n'est pas tenu compte de la possible cession du terrain « Enerbiomasse », situé à Hourtin et dont on rappelle qu'elle pourrait rapporter 1,7 M€ à la CCMA.
- Le besoin de financement est assuré par la consommation du fonds de roulement et par l'emprunt :
 - Le fonds de roulement minimal est fixé à 500 K€ : au-delà, la CCLMA aura recours à l'emprunt.
 - Les hypothèses sur les emprunts reposent sur une durée d'emprunt de 20 ans et un taux d'emprunt entre 1,00 0% en 2022 et 1,8 % en 2026.

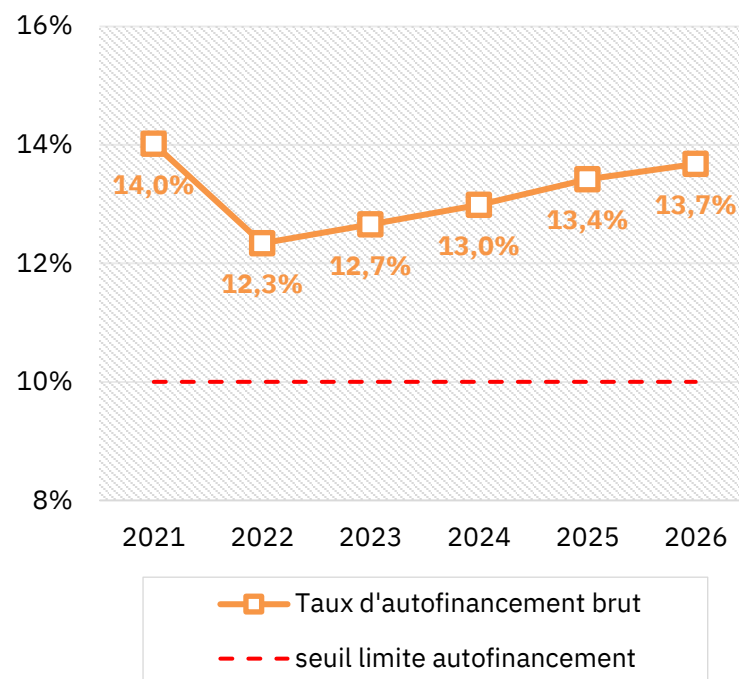


- L'augmentation légèrement plus rapide des produits de gestion contribue à la consolidation de l'excédent brut de fonctionnement qui repart à la hausse après un léger tassement intervenu en 2022 (provenant notamment d'une augmentation plus rapide de la masse salariale)
- Portée par cette dynamique, la capacité d'autofinancement brute et nette s'améliore chaque année à partir de 2023.
- L'épargne disponible après le remboursement du capital de l'emprunt augmente de 450 K€ entre 2022 et 2026 : c'est autant de ressources supplémentaires pour financer un effort d'équipement dont on a vu qu'il s'accélérera en fin de période.

Budget principal



Taux autofinancement brut





- L'intensification de l'effort d'équipement n'a pas d'incidence sur les équilibres financiers de la CCMA qui demeurent très satisfaisants tout au long de la période analysée.
- Les excédents capitalisés par la communauté (fonds de roulement) lui permettent de couvrir les besoins de financement résiduels, lorsque les dépenses d'équipement excèdent le financement propre disponible (autofinancement net + recettes définitives d'investissement).
- La CCMA n'a pas besoin de recourir à l'emprunt : déjà excellente, la solvabilité de la communauté (mesurée par la capacité de désendettement) s'améliore sous l'effet 1) de la diminution de l'encours de dette, 2) de la progression de l'épargne brute.

en K€	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Charges de gestion	19 096	19 560	19 724	19 890	20 058	20 229
Produits de gestion	22 457	22 544	22 789	23 042	23 327	23 569
Excédent brut de fonctionnement	3 361	2 983	3 065	3 152	3 269	3 340
Epargne brute	3 151	2 784	2 887	2 995	3 133	3 226
Remb. Dette	576	504	510	526	507	476
Epargne nette	2 574	2 280	2 376	2 468	2 626	2 750
Recettes définitives (FCTVA + sub)	1 092	1 120	671	1 940	5 581	2 240
autres recettes	15	0	0	0	0	0
Financement disponible	3 682	3 399	3 048	4 408	8 207	4 990
dépenses d'équipement	1 400	4 117	2 845	4 535	9 430	4 495
Subventions d'équipement	94	125	445	125	95	95
Autres dépenses d'inv	62	0	0	0	0	0
besoin de financement	-2 126	843	242	252	1 318	-400
emprunt	0	0	0	0	0	0
FDR 1/01	4 838	6 964	6 121	5 878	5 627	4 309
FDR 31/12	6 964	6 121	5 878	5 627	4 309	4 708
variation FDR	2 126	-843	-242	-252	-1 318	400
Dette 1/01	5 619	5 043	4 539	4 028	3 502	2 995
Dette 31/12	5 043	4 539	4 028	3 502	2 995	2 519
Capacité de désendettement	1,6 ans	1,6 ans	1,4 ans	1,2 ans	1,0 ans	0,8 ans



- Les résultats de cette analyse prospective sont évidemment fortement conditionnés par les hypothèses retenues en fonctionnement et en investissement.
- Il ressort de cette *projection* les constats suivants :
 - La communauté de communes bénéficie de fondamentaux solides, qui lui permettent de financer sans difficulté toutes les dépenses d'équipements inscrites dans la programmation pluriannuelles des investissements ;
 - La consommation (limitée) des réserves accumulées constitue la variable d'ajustement du plan de financement de ces investissements.
 - Fait notable, aucun nouvel emprunt n'est souscrit pour accompagner l'intensification de l'effort d'équipement en fin de période. **De fait, la CCMA est en capacité de financer un volume de dépenses en hausse tout en se désendettant.**
- NB : cette trajectoire reste évidemment subordonnée à l'évolution maîtrisée des dépenses réelles de fonctionnement.
- Elle signale toutefois une aisance certaine :
 - La CCMA pourrait par exemple augmenter sa contribution au budget annexe GEMAPI sans que cet ajustement ne provoque de correction brutale sur son cycle d'exploitation.
 - Dès 2023, elle retrouvera son pouvoir de taux sur la THRS, dont on a déjà souligné l'importance sur le territoire : ce levier reste donc disponible.



→ Les hypothèses sur la section de fonctionnement

En dépenses :

- Les dépenses à caractère général (011), estimées à 302,3 K€ en 2022, sont affectées d'un coefficient d'évolution de 1,5 % par an à partir de 2023.
- Les charges de personnel sont fixées à 216 K€ en 2022, puis 250 K€ en 2023. Par la suite, elles évoluent de **+ 1,5% par an (ce qui correspond peu ou prou aux effets du glissement vieillesse technicité)**
- Les autres charges de gestion courante sont fixées à 321 K€, et restent stables tout au long de la période.

En recettes :

- Le produit de la taxe GEMAPI, fixé à 927 789 € en 2022, connaît une évolution positive de 2% par an
- La contribution du budget principal est fixé à 900 K€, et demeure inchangé jusqu'en fin de période.



→ Les hypothèses sur la section d'investissement

En dépenses

- Les dépenses intégrées dans le modèle sont celles projetées par les services de la CCMA, dans le BA prévisionnel 2022, puis dans la PPI

En K€	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
Dépenses d'équipement	3 157	1 653	9 834	1 974	7 334	23 952
Subventions d'équipement versées	552	0	0	0	0	552
TOTAL	3 709	1 653	9 834	1 974	7 334	24 504

En recettes

- Il est considéré que 80 % des dépenses d'équipement sont éligible au FCTVA, au taux de 16,404%.
- Les subventions intégrées dans le modèle sont celles visées par les services. Elles représentent **62 % des dépenses d'équipement**.

En K€	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
Subventions d'investissement perçue	1 205	740	6 397	1 079	5 519	14 940

- Le besoin de financement est assuré par la consommation du fonds de roulement et par l'emprunt :
 - Le fonds de roulement minimal est fixé à 200 K€ : au-delà, la CCMA aura recourt à l'emprunt.
 - Les hypothèses sur les emprunts reposent sur une durée d'emprunt de 20 ans et un taux d'emprunt entre 1,0% en 2022 et 1,8 % en 2026.



- L'excédent brut de fonctionnement reste très important tout au long de la période analysée : l'épargne dégagée sur le cycle de gestion représente ainsi plus de 50% des produits de gestion.
- De la sorte, la CCMA peut autofinancer une part importante des dépenses d'équipement portées par le BA GEMAPI.
- Le poids des deux emprunts souscrits en 2022 et en 2024 pour couvrir le besoin résiduel de financement reste relativement limité, et n'affecte que peu significativement l'épargne disponible après le remboursement du capital de la dette.

Budget Annexe Gemapi





- Pour couvrir le besoin résiduel de financement et préserver un fonds de roulement minimal à 200 K€ la CCMA doit souscrire deux emprunts d'un montant total de 1,4 M€
- Ce recours à la dette n'a pas d'incidence notable sur les équilibres financiers du budget annexe. La contribution apportée par le budget principal permet de constituer un autofinancement important, qui soutient l'effort d'investissement et garantit la soutenabilité de cet endettement.

en K€	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Charges de gestion	786	839	878	886	895	903
Produits de gestion	1 629	1 828	1 846	1 865	1 885	1 904
Excédent brut de fonctionnement	843	988	969	979	990	1 001
Epargne brute	843	988	964	974	972	984
Remb. Dette	0	0	22	22	64	65
Epargne nette	843	988	942	952	908	919
Recettes définitives (FCTVA + sub)	1 152	1 619	957	7 688	1 338	6 481
autres recettes	0	0	0	0	0	0
Financement disponible	1 995	2 608	1 899	8 640	2 246	7 401
dépenses d'équipement	1 250	3 157	1 653	9 834	1 974	7 334
Subventions d'équipement	197	552	0	0	0	0
Autres dépenses d'inv	0	0	0	0	0	0
besoin de financement	-547	1 102	-246	1 194	-272	-67
emprunt	0	484	0	949	0	0
FDR 1/01	271	817	200	446	200	472
FDR 31/12	817	200	446	200	472	539
variation FDR	+ 547	-617	+ 246	-246	+ 272	+ 67
Dette 1/01	0	0	484	462	1 389	1 325
Dette 31/12	0	484	462	1 389	1 325	1 260
Capacité de désendettement	0,0 ans	0,5 ans	0,5 ans	1,4 ans	1,4 ans	1,3 ans



- Ce scénario vise à mesurer les effets d'un taux « dégradé » de subventionnement des opérations d'équipement sur les équilibres financiers du budget annexe.
- Ce taux de subventionnement est fixé à 40 % des dépenses d'équipements. Les autres hypothèses (décrites en pages 42 et 43) demeurent.
- Logiquement, la CCMA doit recourir plus massivement à l'emprunt pour financer son effort d'équipement et préserver un FDR minimal > 200 K€.
- En fin de période, l'encours de dette de son budget annexe atteint **6,4 M€**.
- Le maintien d'une épargne de gestion abondante assure, dans un premier temps, la soutenabilité de cet endettement croissant. La dégradation rapide de la capacité de désendettement constitue toutefois un motif de préoccupation.

en K€	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Charges de gestion	786	839	878	886	895	903
Produits de gestion	1 629	1 828	1 846	1 865	1 885	1 904
Excédent brut de fonctionnement	843	988	969	979	990	1 001
Epargne brute	843	988	964	974	937	947
Remb. Dette	0	0	22	22	175	184
Epargne nette	843	988	942	952	762	763
Recettes définitives (FCTVA + sub)	1 152	1 619	878	5 224	1 049	3 896
autres recettes	0	0	0	0	0	0
Financement disponible	1 995	2 608	1 820	6 176	1 810	4 659
dépenses d'équipement	1 250	3 157	1 653	9 834	1 974	7 334
Subventions d'équipement	197	552	0	0	0	0
Autres dépenses d'inv	0	0	0	0	0	0
besoin de financement	-547	1 102	-167	3 658	164	2 675
emprunt	0	484	0	3 491	164	2 675
FDR 1/01	271	817	200	367	200	200
FDR 31/12	817	200	367	200	200	200
variation FDR	+ 547	-617	+ 167	-167	0	0
Dette 1/01	0	0	484	462	3 931	3 920
Dette 31/12	0	484	462	3 931	3 920	6 410
Capacité de désendettement	0,0 ans	0,5 ans	0,5 ans	4,0 ans	4,2 ans	6,8 ans



- Le taux de subvention constitue la condition d'équilibre général du modèle, notamment sur le budget annexe.
- La communauté bénéficie cependant d'une assise financière solide et de fondamentaux budgétaires robustes qui lui offrent des marges de manœuvre certaines :
 - Si les taux de subventionnement de certaines opérations portées sur le budget annexe ne sont pas atteints, la CCMA pourrait par exemple limiter le recours à l'emprunt en augmentant le montant de la contribution apportée par le budget général, sans que cet ajustement ne dégrade significativement les équilibres du compte principal.
 - Par ailleurs, le modèle n'intègre pas les produits de cession éventuels qui pourraient venir conforter le financement propre disponible : ces opérations constituent de fait un filet de sécurité, susceptible d'atténuer les effets d'une diminution du taux de subventionnement des dépenses d'équipement.

- CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER
- LES PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA LOI DE FINANCES POUR 2022
- EXÉCUTION 2021
- LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS
- PROSPECTIVE FINANCIÈRE
- **ANNEXE : L'ÉTAT DU PERSONNEL**



Les effectifs de la CCMA en 2021

Envoyé en préfecture le 22/02/2022

Reçu en préfecture le 22/02/2022

Affiché le

Berser
Levisuit

ID : 033-200070720-20220217-D1702202217-DE

Répartition des effectifs titulaires et non titulaires

EFFECTIFS	2021
Non titulaires occupant des emplois permanents	6
Fonctionnaires titulaires et stagiaires	30
Contrats aidés	1
Effectif saisonniers et CDD accroissement d'activité	112
TOTAL	149

Répartition des effectifs temps complet / temps non complet

TEMPS DE TRAVAIL	2021	%
35/35	133	89.26
28/35	2	1.34
37.5/37.5	0	0.00
39/39	14	9.40
TOTAL	149	100 %

Répartition des effectifs par filières


FILIERES	2021
FILIERE ADMINISTRATIVE	22
FILIERE ANIMATION	1
FILIERE SANITAIRE ET SOCIALE	2
FILIERE TECHNIQUE	15
FILIERE SPORTIVE	109
TOTAL	149

Répartition des effectifs par catégorie

STATUT	A	B	C
Titulaire et stagiaires	8	3	19
Non titulaires permanents	3	1	2
Non titulaires saisonniers	0	109	3
Contrat aidé	0	0	1



Les effectifs de la CCMA en 2021

Envoyé en préfecture le 22/02/2022
Reçu en préfecture le 22/02/2022
Affiché le 
ID : 033-200070720-20220217-D1702202217-DE

La décomposition de la masse salariale 2021 de la CCMA

Statut	Traitement de base	Charges patronales	NBI	Supplément familial	Primes et indemnités	Heures supplémentaires	Avantages en nature
Titulaires / stagiaires	639 916	322 462	12 694	8 782	264 665	409	12 223
Non titulaires	685 259	289 661	0	1 114	58 511	7 039	21 576
Contrats aidés	22 105	2 431	0	0	0	0	0
TOTAL	1 347 280	614 554	12 694	9 896	323 176	7 448	33 799



L'évolution des effectifs en 2022

→ En 2022, la CCMA prévoit de réaliser les 4 recrutements suivants :

- Une assistante ressources humaines
- Un contrôleur de travaux voirie et Gemapi
- Une remplaçante accueil LAEP
- UN remplaçant congé maternité coordonnateur enfance jeunesse

EFFECTIFS	2022
Non titulaires occupant des emplois permanents	<div>→ Chargé de mission GEMAPI/Littoral : Vincent Mazeiraud</div> <div>→ Chargé de mission hydraulique et travaux fluviaux : Jérôme Tartare</div> <div>→ Coordonnateur enfance/Jeunesse : Lucille Roy</div> <div>→ Remplaçant maternité Coordonnateur enfance/Jeunesse : Bastien VERDIER</div> <div>→ Coordonnateur de la surveillance des plages : Guillaume Counilh</div> <div>→ Sous-Régisseur de la taxe de séjour : Virginie Puppo</div> <div>→ Instructeur en urbanisme : Camille Nouaillant</div> <div>→ Remplaçante accueil LAEP : Elvire GENET</div> <div>8</div>
Fonctionnaires titulaires et stagiaires	32
Contrat aidé	<div>→ Agent d'accueil Carcans</div> <div>1</div>
Effectif saisonniers et CDD accroissement d'activité	<div>→ 2 agents saisonniers service technique Nord et Sud</div> <div>→ 1 saisonnier service démoustication</div> <div>→ 107 Sauveteurs aquatiques et 2 radio-stationnaires</div> <div>112</div>
TOTAL	153